



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org



ZEP, DHG : les mauvais coups continuent

V. Peillon a annoncé deux mesures pour l'éducation prioritaire : des heures de cours en moins pour les enseignantEs, et l'augmentation de l'indemnité mensuelle. Le SNES et le SNUipp, majoritaires dans l'enseignement, ont vite crié victoire au lieu de dénoncer les réelles intentions du ministre.

Comment Peillon pourrait nous faire avaler qu'il mène une politique en faveur des élèves les moins favorisés alors que le gouvernement continue de faire payer les travailleurs et leurs familles ?

Des moyens qui continuent de baisser.

Sur 1000 ZEP, moins d'un tiers seront concernées par les annonces du ministre et serviront essentiellement de prétexte pour dépouiller tous les autres établissements (dont la majorité des actuelles ZEP). La moitié des collèges du 93 voient leur DHG baisser alors que le rectorat sous-estime les augmentations du nombre d'élèves.

ZEP fossoyées, casse des statuts qui revient par la fenêtre.

Pour les établissements concernés par le projet de réforme, l'obtention de moyens sera conditionné à la mise en place d'un projet de réseau basé sur les "bonnes pratiques" définies par les hiérarchies. Les chefs choisiront des coordonateurs dont la mission sera de diriger le travail des équipes, instaurant une hiérarchie entre enseignants. Il n'est pas question de baisser le temps de travail des enseignants en ZEP mais plutôt d'intégrer à leur service de multiples « missions » définies localement. Le projet prévoit une accumulation de tâches non pédagogiques avec notamment la coopération avec les partenaires locaux dans le cadre du projet éducatif territorial, la recherche et le suivi de stages, la mise en œuvre du « *parcours individuel d'information, d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel* »...

Après sa feinte de recul sur les statuts, suite aux mobilisations de décembre, Peillon passe par l'Education Prioritaire pour accentuer l'individualisation des conditions de travail, la casse des garanties collectives et l'augmentation de la charge de travail des enseignants, tout en excluant les élèves en difficulté vers la précarité professionnelle.

Combattre la politique du gouvernement

C'est tout l'inverse qu'il faudrait : de réels moyens pour créer massivement des postes, baisser le nombre d'élèves par classe, diminuer la charge de travail des personnels, dans tous les établissements et particulièrement en ZEP. Cela ne pourra passer que par un puissant mouvement de grève qui se donne comme premier objectif le retrait définitif des projets Peillon et le rétablissements de tous les postes supprimés depuis 2007. C'est ce que démontrent les collègues du 92 en grève depuis 10 jours pour le rétablissement des 2000 h supprimées sur le département. Dans le 93, l'AG de Saint-Denis appelle à la grève le 6 février et à un rassemblement devant la DSDEN à 16h. Ce sont des exemples à suivre !

Au-delà, face à un gouvernement au service des patrons, c'est la contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse qui doit s'organiser. Au lieu de mettre l'accent sur l'employabilité des jeunes en difficulté scolaires, pour lutter contre le chômage et la précarité, c'est l'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail et l'augmentation générale des salaires qu'il faudra imposer.

En Seine Saint Denis c'est moins de maîtres que de classes !



Depuis plusieurs semaines, la Seine Saint Denis connaît une pénurie de remplaçants dans les écoles primaires, si bien que l'EN d'Aubervilliers a prévenu les enseignants qu'ils ne pourraient plus bénéficier d'autorisations d'absences pour rendez-vous médicaux. Rien de vraiment étonnant vu la situation du département qui compte un déficit très important d'enseignants remplaçants. L'Education Nationale n'arrive même plus à recruter de contractuels faute de candidats. Malgré les annonces de Peillon, qui martèle « priorité au primaire », la situation devrait s'aggraver l'année prochaine. Sur les 147 postes

qui seront créés, 122 seront affectés aux ouvertures de classes nécessaires en vue de l'augmentation du nombre d'élèves. Il reste donc 25 postes. Selon la direction académique, ceux-ci doivent permettre la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, assurer le dispositif « plus de maîtres que de classes » ou encore augmenter le nombre de remplaçants. Les créations de postes sont donc très largement insuffisantes. A l'heure où les établissements du 92 sont en grève contre leurs DHG, contre la suppression massive d'heures d'enseignements, c'est tous ensemble que nous devrions lutter pour obtenir plus de moyens.

Saint-Denis mobilisé contre la casse de l'éducation !

C'est avec stupéfaction que les enseignants ont reçu les DHG cette année : encore une coupe sombre pour les établissements des quartiers les plus populaires.

41 heures de moins au collège Henri Barbusse ! 42 heures de moins au collège de La Courtille ! 101 heures de moins au collège Fabien !

La DSDEN a beau avoir accordé en fin de semaine quelques miettes, cela ne suffit pas à calmer la colère des enseignants qui veulent désormais récupérer ce qui a été perdu depuis des années. Les enseignants de cinq collèges de Saint-Denis se sont réunis en Assemblée Générale le 29 janvier et ont décidé d'appeler à une grève massive le jeudi 6 février, avec un rassemblement devant la mairie et une manifestation devant la DSDEN. Leurs revendications posent la nécessité d'un plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis et, au-delà, du combat contre la politique de Peillon.

Il est clair que cette date ne doit être qu'un début et les collègues discutent de l'appel à la grève la semaine suivante, le 13 février, car ils savent bien que c'est par un mouvement dur et déterminé que nous pourrions faire plier la DSDEN et le ministère.

La cité scolaire H.Wallon en grève pour des seuils à 18 élèves par classe.

Les enseignants de la cité scolaire H.Wallon à Aubervilliers se sont massivement mobilisés le mardi 4/02 contre la DHG et les mensonges de la réforme Peillon. 91% des collègues du collège, et plus de 70% du lycée, se sont mis en grève contre une nouvelle diminution des heures allouées au collège (10h en moins) qui, ajoutée aux baisses des années précédentes, dégrade des conditions de travail déjà inacceptables. À l'annonce de cette journée de grève, l'IA a rétabli les 10h supprimées, ce qui n'a pas fait baisser la colère des collègues qui, au contraire, ont eu le sentiment de se faire promener.

Réunis en AG le jour de la grève, les enseignants ont chiffré leurs revendications : 18 élèves par classe et l'attribution de 130h nécessaires pour travailler dans des conditions décentes ! La délégation qui s'est rendue à l'IA le jour même n'ayant reçu aucune réponse, les enseignants de la cité ont décidé de se réunir le jeudi 6/02 pour décider des suites à donner à leur mobilisation.

Un chiffre qui parle :

Aujourd'hui 64 réseaux d'éducation prioritaire dans le département de Seine Saint Denis (les collèges classés rrs et des écoles du secteur).

Avec le plan Peillon, ce sera seulement 6 réseaux qui "bénéficeront" du nouveau label REP +